

FICHE DE DIALOGUE : REVENUS ET CHARGES

Informations Client (personne physique) - usage non professionnel

DEMANDEURS (Joindre la photocopie recto verso d'une pièce d'identité en cours de validité)

<p>Emprunteur / Locataire : M. Nom : DELPY Prénom : PATRICE Nom de naissance : Né(e) le : 04/04/1971 à : COGNAC Dépt de naissance : 16 Pays de naissance : FRANCE Nationalité : Française Situation de famille : Célibataire Nombre d'enfants à charge : 0</p> <p>Résidence principale : Propriétaire adresse : BATIMENT B RESIDENCE DIAMANT VERT 55 CHEMIN DU CHAPITRE 31100 TOULOUSE</p> <p>Pays : France A l'adresse depuis (mois, année) : 01/2014 Tél. domicile : Tél. portable : 0635291573 Résidence fiscale : FRANCE</p>	<p>Co-emprunteur / Co-locataire : Nom : Prénom : Nom de naissance : Né(e) le : à : Dépt de naissance : Pays de naissance : Nationalité : Situation de famille : Nombre d'enfants à charge : Lien de parenté avec l'emprunteur/locataire :</p> <p>Résidence principale : adresse :</p> <p>Pays : A l'adresse depuis (mois, année) : Tél. domicile : Tél. portable : Résidence fiscale :</p>
<p>Profession : Cadre ingénieur RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT Type d'activité : CDI secteur privé Nom de l'employeur : IC'ALPS Ville : MEYLAN Tél. prof. : 0635291573 Emploi depuis (mois, année) : 09/2023 Revenus mensuels nets : 2999,52 E</p>	<p>Profession : Type d'activité : Nom de l'employeur : Ville : Tél. prof. : Emploi depuis (mois, année) : Revenus mensuels nets :</p>
<p>Engagements en cours : • Loyer ou échéance mensuelle du crédit immobilier de la résidence principale : 718,00 E • Total des autres charges mensuelles financement automobile, autres crédits immobiliers, autres crédits, autres charges (pension alimentaire...) : 0,00 E</p>	<p>Engagements en cours : • Loyer ou échéance mensuelle du crédit immobilier de la résidence principale : • Total des autres charges mensuelles financement automobile, autres crédits immobiliers, autres crédits, autres charges (pension alimentaire...) :</p>
<p>Email de l'Emprunteur / Locataire : patrice.delpy@outlook.fr Email du Co-emprunteur / Co-locataire :</p>	
<p>DOMICILIATION BANCAIRE (Joindre un RIB/IBAN) Banque : LA BANQUE POSTALE Titulaire du compte : Client Compte ouvert depuis (mois, année) : 11/2013 Carte bancaire détenue : Carte bancaire Visa</p>	<p>Si le montant du financement est supérieur à 3.000 €, joindre des justificatifs de revenus et de domicile.</p>

INFORMATION SPECIFIQUE A LA DEMATERIALISATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES

Les documents précontractuels et contractuels dématérialisés sont mis à la disposition de chaque demandeur dans un coffre-fort électronique ouvert à son nom.

Pour se connecter à son coffre-fort électronique, le titulaire dudit coffre-fort devra :

- se rendre à l'adresse url : <https://coffre.stellantis-finance-services.fr> ;
- saisir son identifiant de connexion ; cet identifiant figure dans le document intitulé « Accès à mes services en ligne » qui lui est remis par le Conseiller Commercial ;
- saisir son mot de passe. S'il bénéficie pour la première fois de ce service de coffre-fort électronique, un mot de passe provisoire lui sera communiqué par courrier électronique transmis à son adresse email, mot de passe qu'il devra modifier lors de sa première connexion à son coffre-fort.

PROTECTION DES DONNEES

Le ou les demandeurs (emprunteur/locataire, co-emprunteur/co-locataire) sont informés que les informations recueillies à l'occasion du présent questionnaire sont obligatoires pour le traitement par CREDIPAR de leur demande de financement et qu'à défaut de réponse aux questions posées, cette demande pourra être refusée. Toute déclaration fautive ou irrégulière engage la responsabilité du ou des demandeurs et peut faire l'objet d'un traitement spécifique, notamment l'inscription sur un fichier, destiné à prévenir la fraude. Le ou les demandeurs autorisent CREDIPAR à procéder à la vérification des éléments qu'ils ont communiqués, notamment auprès de l'employeur et de la banque. Le ou les demandeurs sont informés qu'ils peuvent faire l'objet d'opérations de profilage dans le cadre de leur demande de financement et de la décision d'octroi.

I- Finalités des traitements :

CREDIPAR, en tant que responsable de traitement, met en œuvre des traitements de données personnelles ayant pour finalités :

- a) la satisfaction aux obligations légales et réglementaires**, dont, notamment, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme par la mise en place d'un traitement de surveillance, la gestion des risques dans le cadre de la procédure d'octroi du financement, et, lorsque le financement sollicité est un crédit à la consommation, la consultation du Fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) dans le cadre de la procédure d'octroi du financement, et, en cas d'incident de paiement caractérisé, la communication à la Banque de France, dans le cadre d'une demande d'inscription au FICP, des informations visées à l'article 6 de l'arrêté modifié du 26 octobre 2010 relatif au FICP.
- b) la gestion de la relation précontractuelle et contractuelle** : i) l'octroi du financement, la signature électronique et l'archivage numérique des documents précontractuels et contractuels, la gestion de la relation client, la gestion de certaines garanties d'assurance, le recouvrement du financement ainsi que la gestion des incidents de paiement, ces traitements étant nécessaires à la demande de financement et à l'exécution du contrat de financement ; ii) la réalisation d'analyses statistiques à des fins de profilage pour la constitution de modèles statistiques d'évaluation du risque et d'aide à la décision d'octroi, la réalisation d'enquêtes et d'analyses à des fins d'amélioration de la qualité de service, la lutte contre la fraude, l'amélioration du service client par l'enregistrement des conversations téléphoniques avec les services de CREDIPAR, la titrisation ou cession de créances et les finalités complémentaires en résultant (réalisation d'analyses et d'audits des créances cédées, démarches administratives et judiciaires afférentes à ces opérations de titrisation ou cession, dont constitution, inscription et prise éventuelles de garanties et sûretés, réalisation de statistiques et reporting sur les créances cédées), ces traitements étant nécessaires à la poursuite de l'intérêt légitime de CREDIPAR qui garantit, dans ce cadre, le respect des droits et libertés fondamentales ; iii) la prospection commerciale, traitement pour lequel le ou les demandeurs donnent leur consentement, consentement qu'ils peuvent retirer à tout moment selon les modalités prévues à l'article IV intitulé «Droit des personnes».

II- Destinataires :

Les informations collectées sont destinées à CREDIPAR, aux fournisseurs de prestations et d'assurances auxquelles le ou les demandeurs ont, le cas échéant, adhéré et, dans les limites permises par la loi, au vendeur. Elles pourront également être transmises, dans le cadre d'une opération de titrisation ou de cession de créances, aux sociétés de gestion et aux dépositaires de tout organisme de titrisation ainsi qu'aux différents intervenants, sous-traitants, agents et autorités impliqués directement ou indirectement dans les opérations de titrisation des créances (par exemple, agences de notation, auditeurs, banques partenaires à l'opération de titrisation, conseils et avocats, agents séquestres, agent des sûretés et tout autre prestataire de services impliqué et toutes autorités administratives, réglementaires et judiciaires compétentes concernant lesdites opérations ou la constitution, l'inscription et la réalisation éventuelles de garanties et de sûretés). Si le ou les demandeurs sont déjà clients de CREDIPAR, ils l'autorisent à transmettre au point de vente les informations en sa possession relatives à leur(s) adresse(s) et à leur domiciliation bancaire, afin de faciliter le traitement de leur demande de financement. Ils acceptent que les données financières déjà détenues par CREDIPAR soient actualisées si nécessaire et prises en compte pour l'analyse de leur demande. Les coordonnées du ou des demandeurs pourront être transmises aux sociétés du Groupe STELLANTIS ainsi qu'à leurs réseaux de distribution dans le cadre de la finalité de prospection commerciale.

III - Durées de conservation :

Les durées de conservation des données associées aux finalités suivantes sont de :

- octroi : demandes « refusées » et « annulées » : 6 mois et demandes « sans suite » : 12 mois,
- bon respect des obligations comptables : durée effective du contrat de financement plus 10 ans,
- prospection commerciale : durée effective du contrat de financement plus 3 ans,
- lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme : 5 ans, et
- lutte contre la fraude : 5 ans.

IV - Droits des personnes :

Le ou les demandeurs disposent d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données ainsi que d'un droit de limitation du traitement. Ils disposent également du droit de formuler des directives spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication post-mortem de leurs données. Leurs directives générales devront être adressées au tiers désigné par décret tandis que leurs directives spécifiques au traitement de données mis en œuvre par CREDIPAR devront être communiquées par courrier, accompagné de la photocopie de leur justificatif d'identité signé, à CREDIPAR - Département Consommateurs - 2-10 boulevard de l'Europe, CS 30165, 78307 Poissy Cedex. Le ou les demandeurs pourront exercer les autres droits dont ils disposent de la même manière ou par voie électronique auprès du Délégué à la protection des données de CREDIPAR dont les coordonnées figurent à l'article VII. Si des informations concernant le ou les demandeurs ont été transmises à la Banque de France dans le cadre d'une demande d'inscription au FICP, le ou les demandeurs disposent de droits de rectification et d'effacement qu'ils peuvent exercer auprès de CREDIPAR. Ils disposent également d'un droit d'accès auprès de CREDIPAR en ce qui concerne les données relatives à la consultation obligatoire du FICP dans le cadre de la procédure d'octroi du financement, si le financement sollicité est un crédit à la consommation. Enfin, le ou les demandeurs disposent du droit d'adresser une réclamation auprès d'une autorité de contrôle nationale, telle que la CNIL en France.

V - Droit d'opposition :

Le ou les demandeurs sont informés qu'ils disposent d'un droit d'opposition, pour des raisons tenant à leur situation particulière, au traitement de données mis en œuvre par CREDIPAR et d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

VI - Flux internationaux :

Les données du ou des demandeurs pourront être communiquées à des destinataires situés dans des pays tiers non membres de l'Union européenne. Ces transferts de données sont encadrés soit par des décisions d'adéquation de la Commission européenne reconnaissant à ces pays un niveau de protection des données adéquat, soit par des garanties appropriées telles que des règles d'entreprise contraignantes ou des clauses contractuelles types de protection des données adoptées ou approuvées par la Commission européenne. Le ou les demandeurs disposent du droit de demander une copie de ces garanties en s'adressant au Délégué à la protection des données de CREDIPAR.

VII - Coordonnées du Délégué à la protection des données de CREDIPAR :

Le Délégué à la protection des données - CREDIPAR - 2-10 boulevard de l'Europe, CS 30165, 78307 Poissy Cedex ou dpo-fr@stellantis-finance.com

OPPOSITION AU DEMARCHAGE TELEPHONIQUE

Si le ou les demandeurs ne souhaitent pas être démarchés par voie téléphonique par un professionnel avec lequel ils n'entretiennent pas de relations contractuelles en cours, ils peuvent s'inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique gérée par WORLDLINE en lui communiquant leurs numéros de téléphone fixe ou portable soit par le biais du site internet www.bloctel.gouv.fr soit par courrier adressé à WORLDLINE – Service Bloctel – CS 61311 – 41013 Blois Cedex..

CHOIX DES DEMANDEURS EN MATIERE DE PROSPECTION COMMERCIALE

Le ou les demandeurs acceptent de recevoir, par voie électronique, des informations et offres commerciales des sociétés du Groupe STELLANTIS ainsi qu'à leurs réseaux de distribution.

Le ou les demandeurs s'opposent à recevoir, par courrier postal ou par téléphone, des informations et offres commerciales des sociétés du Groupe STELLANTIS, ainsi qu'à leurs réseaux de distribution.

**Le ou les demandeurs certifient sur l'honneur que les renseignements qu'ils ont communiqués, en particulier ceux relatifs à leur identité, leurs charges et leurs ressources, sont exacts et ne comportent aucune omission.
Le ou les demandeurs déclarent avoir pris connaissance des informations relatives à la dématérialisation des relations contractuelles, à la protection des données et, en particulier, à la prospection commerciale, et en accepter les termes. Ils reconnaissent rester en possession d'un exemplaire du présent document, sur support durable sous forme électronique, via leur coffre-fort électronique respectif.**

Signature du Co-emprunteur / Co-locataire

Signature de l'Emprunteur / Locataire

Nom du Conseiller Commercial ayant reçu le(s) Demandeur(s) : BOURGOIS KEVIN